



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 17

Nombre de pouvoirs : 4

Nombre de votants : 21

Convoqués le :
04/12/2015

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU HUIT DECEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Frédéric NAVROT, Maire.

Etaient présents :

Monsieur FRANZKE Raymond, Madame BASSOT Catherine, Madame COLLIN-CESTONE Nathalie, Monsieur DESFORGES Jérôme, Madame LESURE Cathy, Monsieur GROUTSCH Yannick, Adjoints au Maire.
Monsieur BURGUND Marc, Monsieur BEBON Claude, Monsieur CHOLLOT Bernard, Monsieur GALLETTA Calogero, Madame HERRMANN Laurence, Monsieur MAHIEU Jean-Loup, Monsieur PERRET Richard, Monsieur HANEN Christian, Madame BRISSÉ Sandrine, Madame HANESSE Marie-José, Conseillers Municipaux.

Absents ayant donné pouvoirs :

Monsieur LEVIS Didier a donné pouvoir à Monsieur HANEN Christian
Madame BERTON Mireille a donné pouvoir à Monsieur NAVROT Frédéric
Madame ADAM Claire a donné pouvoir à Madame LESURE Cathy
Madame SCHMIDT Jessica a donné pouvoir à Madame COLLIN-CESTONE Nathalie

Absents Excusés : Madame MOUGEOT Sandrine, Madame GAYRAL Isabelle

Secrétaire de Séance : Madame HERRMANN Laurence

=====

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU 10 NOVEMBRE 2015 :
Approuvé à l'unanimité des membres présents.

=====

Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises sur le fondement de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Maire propose d'étudier le point n°2 de l'ordre du jour dans un premier temps dans la mesure où l'intervenante extérieure de Metz Métropole concernant le point n°1 n'est pas encore arrivée.

Projet de Schéma-Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI)

Monsieur le Maire explique aux conseillers municipaux que l'intercommunalité a vocation à aller de pair avec la rationalisation du périmètre des Établissements Publics de Coopération Intercommunale. En d'autres termes, la rationalisation prévue par le législateur porte sur deux aspects :

- le premier consiste à affirmer l'efficacité des EPCI à fiscalité propre en définissant ou en redéfinissant la cohérence de leurs limites territoriales ;
- le second porte sur la rationalisation des services proposés aux communes qui souhaitaient mutualiser leurs moyens avant le développement de l'intercommunalité. Aujourd'hui certaines de ces structures sont devenues redondantes, car les EPCI peuvent exercer une compétence en lieu et place d'un Syndicat Intercommunal à Vocation Unique ou d'un Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples.

Cet émiettement des structures a un coût et l'État, grâce à son administration déconcentrée, souhaite les optimiser. Si cet objectif s'inscrit dans le cadre la loi NOTRe et qu'il a pour but de « supprimer le millefeuille territorial », dont l'objectif s'inscrivait déjà dans la loi du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, il n'en demeure pas moins que la rationalisation ne doit pas se confondre avec la suppression sans distinction de l'ensemble des syndicats intercommunaux.

En effet, la commune est impactée par ce schéma en ce qui concerne la suppression du Syndicat de construction et de gestion du CES de Moulins les Metz ainsi que par celle du Syndicat Intercommunal de Voirie Metz Centre (SIVO) situé en mairie de Montigny-lès-Metz. La suppression de ces deux structures entraînera deux conséquences, à savoir l'amoindrissement du dialogue quant à la gestion du CES et l'augmentation des coûts pour la commune qui devra gérer en régie ou externaliser les missions assurées par le SIVO.

Aucune structure de substitution de proximité n'est en mesure, pour l'heure, de fournir un service comparable à ces deux syndicats. L'objectif de l'intercommunalité n'est pas d'amoindrir le dialogue entre les communes ni de transférer des charges supplémentaires sur celles-ci.

Considérant que ce projet peut être modifié,



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 17

Nombre de pouvoirs : 4

Nombre de votants : 21

Convoqués le :
04/12/2015

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU HUIT DECEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi NOTRe portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité du projet de découpage des EPCI ;

VOTE à l'unanimité **CONTRE** la suppression du Syndicat de construction et de gestion du CES de Moulins les Metz ;

VOTE à l'unanimité **CONTRE** la suppression du Syndicat Intercommunal de Voirie Metz Centre (SIVO) ;

Monsieur CHOLLOT estime qu'en cas de dissolution du Syndicat de construction et de gestion du CES de Moulins les Metz, le département qui prendra cette compétence devra aussi en assumer la charge financière.

Monsieur le Maire rappelle que ce projet de délibération a pour but d'émettre un avis sur la dissolution du syndicat, et non sur les transferts de compétence ou la clé de répartition des charges entre les communes concernées.

Madame HERMANN précise que la clé de répartition des coûts demeure inchangée et que cela ne sera pas différent de la situation actuelle pour la commune.

Monsieur le Maire souligne que toutes les communes concernées par la dissolution de ce syndicat ont précisé lors de la dernière réunion du syndicat qu'elles proposeraient de voter contre cette disposition en conseil municipal.

Madame BRISSÉ interroge Monsieur le Maire sur le fait de savoir si la décision de ce soir sera réellement prise en compte par les services de l'Etat.

Monsieur le Maire rappelle que cela a déjà été le cas il y a quelques mois pour une première tentative de dissolution du SIVO par le Préfet, qui y avait finalement renoncé.

Madame COLLIN-CESTONE souligne que voter contre la dissolution de ce syndicat permet de rester associés aux décisions quant à la gestion du collège. Compte-tenu du nombre d'enfants Sigéo-Castellois scolarisés au collège A. Camus de Moulins-Lès-Metz, elle rappelle que notre commune est le second contributeur financier du syndicat après Moulins-Lès-Metz.

Monsieur MAHIEU demande quelles sont les compétences du SIVO ?

Monsieur FRANZKE explique qu'elles sont essentiellement administratives dans le domaine des marchés publics de voiries. Le SIVO permet également de mutualiser les achats et les consultations lorsque plusieurs communes souhaitent réaliser des travaux.

Monsieur DESFORGES souligne que la perte du SIVO aura des conséquences financières pour la commune qui ne bénéficiera plus du même poids pour négociateur.

Madame HERMANN souhaite connaître le nombre d'opérations pour lesquelles la commune a fait appel au SIVO cette année.

Monsieur le Maire répond que cela est assez variable, tant en nombre qu'en montant. Cette année, une seule sollicitation pour la réfection du parking de la Batterie. La sollicitation sera plus forte en seconde partie de mandat lorsque la voirie de la commune sera en grande partie refaite.

L'intervenante de Metz Métropole est à présent arrivée et le point n°1 inscrit à l'ordre du jour peut être étudié par l'assemblée. Madame LABRI présente les réflexions menées par Metz Métropole et le projet de mutualisation des services.

Avis sur le rapport relatif au projet de mutualisation des services de Metz Métropole et de ses communes membres

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil Municipal que la réforme initiée par la loi du 16 décembre 2010 portant Réforme des Collectivités Territoriales a introduit



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 17

Nombre de pouvoirs : 4

Nombre de votants : 21

Convoqués le :
04/12/2015

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU HUIT DECEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

l'obligation pour tous les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de rédiger un rapport relatif aux mutualisations de services à mettre en œuvre pendant la durée du mandat.

Aussi, un travail de concertation avec les Communes a été organisé par le biais d'un séminaire et d'entretiens avec les Maires et dans le cadre de la Conférence des Maires, constituée en Comité de pilotage, qui a validé et orienté chaque étape de la démarche. Un travail a également été engagé avec les cadres des collectivités concernées.

Le présent projet de Schéma est le fruit de ces échanges et a vocation à être un document de cadrage définissant le contour et les objectifs attendus qui seront traduits dans le plan de mise en œuvre opérationnelle, rédigé pour chaque fonction à mutualiser.

Les enjeux et objectifs identifiés de la démarche de mutualisation :

- la recherche d'une amélioration continue de la qualité (possible notamment par partage des expertises),
- la recherche d'adaptabilité de l'organisation publique locale qui doit permettre de maintenir voire augmenter la qualité de services,
- l'optimisation des dépenses de gestion à terme (notamment par des réorganisations lors de départs d'agents).

Les principes régissant les mutualisations futures :

- le respect de l'identité communale et de l'autorité des Maires,
- la recherche d'une amélioration du service rendu aux utilisateurs avec le souhait affirmé d'augmenter le niveau d'efficience,
- le respect des administrations qui impose d'adapter les mutualisations aux besoins des communes : une mutualisation à géométrie variable.

Le présent Schéma prévoit trois axes de mutualisations :

- une mutualisation structurelle entre les services de Metz Métropole et de la Ville de Metz, premier socle de mutualisation
- une mutualisation à la carte qui peut être structurelle ou non pour les Communes qui souhaiteraient s'engager vers une mutualisation pérenne,
- une plateforme de services qui permettrait de répondre à des besoins ponctuels de toutes les Communes de l'agglomération.

Conformément aux dispositions législatives, chacun des Conseils Municipaux des Communes membres de Metz Métropole est appelé à émettre un avis.

MOTION

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5211-39,

VU la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 portant Réforme des Collectivités Territoriales,

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM),

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe),

VU le Rapport établi par le Président de Metz Métropole relatif aux mutualisations de services et transmis à la Commune d'Augny le 13 novembre 2015,

CONSIDERANT qu'il appartient au Conseil Municipal d'émettre un avis sur le Rapport relatif aux mutualisations de services de Metz Métropole et de ses communes,

EMET un avis favorable à la mise en œuvre d'un schéma de mutualisation entre Metz Métropole et ses communes membres, les enjeux et les objectifs devant concourir à la rationalisation des dépenses publiques, à l'amélioration du service rendu aux usagers en augmentant le niveau d'efficience, à l'optimisation des expertises et des ressources, à la préservation de la proximité et à renforcer la solidarité entre Metz Métropole et ses communes membres sous réserve de :



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 17

Nombre de pouvoirs : 4

Nombre de votants : 21

Convoqués le :
04/12/2015

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU HUIT DECEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

- préciser et insérer dans l'article 4.3. « Focus sur la Ville de Metz et la Communauté d'Agglomération – Taux d'encadrement » une répartition des effectifs de Metz Métropole et de la Ville de Metz par catégorie A, B et C par services concernés par la mutualisation et non par effectifs globaux pour chaque instance, et étendre cette catégorisation à chaque commune de l'EPCI,
- préciser et insérer dans l'article 4.3. « Focus sur la Ville de Metz et la Communauté d'Agglomération – Pyramide des âges », une pyramide des âges par services concernés par la mutualisation et non par effectifs globaux pour chaque instance, et étendre cette démarche à chaque Commune du territoire,
- compléter chaque forme de mutualisation détaillée au travers des 20 fiches actions (création de services communs ou prestations de services conventionnées) par des éléments financiers précis afin que chaque commune prenne acte des coûts engagés par les différentes formes de mutualisation envisagées, à court, à moyen et à long terme, et notamment préciser les conditions de mise en œuvre des transferts de charges dans le cadre de l'attribution de compensation ou des missions effectuées par convention.

La commune demande à ce que les transferts de charges de personnels soient intégrés au calcul de l'attribution de compensation (AC) et non facturés par Metz Métropole (action 18 et action 19 du rapport s'agissant du travail en commun par convention, à court terme). La commune sollicite une prospective financière à court et à moyen terme, a minima, venant analyser les impacts des transferts au travers de l'AC, et ce afin de déterminer la solution la plus favorable à Metz Métropole et aux communes du territoire,

- définir plus largement les axes 2 et 3 du rapport de mutualisation, l'axe 2 mettant en œuvre l'adhésion des communes du territoire aux services communs créés entre Metz Métropole et la Ville de Metz à travers l'axe 1 de mutualisation, et l'axe 3, ouvrant la possibilités aux communes d'adhérer à une plateforme de services offrant les mêmes services que dans le cadre de l'adhésion aux services communs (adhésion à la carte ou prestations de services à la carte), les modalités financières de mise en œuvre et leurs conséquences pour les communes différant,
- inscrire la gratuité de l'accès à la plateforme de services aux communes, mentionnées à l'axe 3 du Rapport du schéma de mutualisation, et annoncée, lors du séminaire « finances » du 18 septembre 2015 tout en détaillant les missions que pourront assurer les services supports et opérationnels, et ce afin d'en fixer les limites (questions simples et/ou complexes, remises de rapports simples et/ou complexes...),
- intégrer les dispositions réglementaires introduites par la Loi Nôtre, telles que les conventions de prestations de service conclues entre des EPCI ou entre des communes membres d'un même EPCI à fiscalité (Article 72 de la loi NOTRe), qui, sans figurer dans le schéma de mutualisation, ne peuvent être mises en œuvre.

La commune sollicite une réflexion globale sur tous les types de mutualisation pouvant être intégrés au schéma de mutualisation (entre communes du territoire, entre EPCI, ou tout autre partenariat) afin qu'aucune forme de mutualisation, non identifiée initialement, ne puisse être mise en œuvre le cas échéant.

La motion est adoptée à l'unanimité

Monsieur CHOLLOT demande quel sera le coût des prestations intellectuelles ?

L'intervenante explique que le projet n'est pas figé car plusieurs solutions pourraient trouver à s'appliquer :

- soit le coût sera déduit de l'attribution de compensation pour les grandes communes,
- soit les prestations seront payantes au prorata du temps passé par un agent sur le dossier,

Aucune solution n'est arrêtée à l'heure actuelle pour les « petites » communes.

Monsieur MAHIEU souligne que le taux des impôts n'est pas uniforme dans toutes les communes de la communauté d'agglomération et que cela n'est pas équitable pour les citoyens.

L'intervenante explique que la mutualisation des moyens ne concerne pas encore le volet fiscal, qui fait l'objet d'un autre travail au sein de l'agglomération (pacte fiscal).

Monsieur DESFORGES s'interroge sur le caractère réversible d'un tel système.



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 17

Nombre de pouvoirs : 4

Nombre de votants : 21

Convoqués le :
04/12/2015

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU HUIT DECEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

L'intervenante explique que les communes sont libres d'arrêter la mutualisation dès qu'elles le souhaitent. Metz Métropole apporte un appui et une aide aux collectivités et non une contrainte.

Monsieur le Maire conclut dans l'intérêt que pourra apporter la mutualisation à la carte pour les « petites » communes non contraintes d'y recourir. En effet des services supports (salaires, ressources humaines, ...) pourraient être transférés dans ceux plus structurés et plus experts de l'agglomération, et générer des économies de fonctionnement en personnel pour la commune. Il rappelle également que les dotations aux collectivités seront prochainement conditionnées aux mutualisations de services mises en place par celles-ci.

Approbation du Rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées

Monsieur le Maire explique aux conseillers municipaux, que la CLECT a pour mission d'une part d'évaluer le montant des charges financières transférées à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale au regard des compétences exercées et d'autre part de calculer les attributions de compensation versée par l'EPCI à chaque commune membre.

L'objet du rapport annexé à la présente délibération porte d'une part sur l'impact de la finalisation du processus d'harmonisation suite à la fusion avec la Communauté de Communes du Val Saint-Pierre et d'autre part sur la modification des attributions de compensations au titre de la prise en charge intercommunale partielle du service de l'Etat civil liée à l'implantation d'un nouvel hôpital.

En ce qui concerne le second point, la CLECT détermine le montant de l'attribution de compensation versé à chaque collectivité.

L'attribution de compensation au titre de l'année 2015 s'élève à 186 905 euros.

Considérant que la commission établit un rapport qui doit être voté par chaque commune membre.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts,

VU la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 portant Réforme des Collectivités Territoriales,

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM),

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe),

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE d'approuver le présent rapport de la CLECT et le montant de l'attribution de compensation.

DECIDE d'autoriser en conséquence Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents afférents.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

L'assemblée approuve à l'unanimité le rapport.

Prescription de la révision du Plan Local d'Urbanisme

Madame Catherine BASSOT, Adjointe en charge de l'Urbanisme informe les membres du Conseil que le Plan Local d'Urbanisme de la Commune, en vigueur depuis 2010 est un PLU dit « SRU », car il a été établi en conformité avec la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) du 13 Décembre 2000.

Aujourd'hui, il doit être mis en compatibilité avec la loi Engagement National pour l'Environnement (E.N.E), et avec le Schéma de Cohérence Territoriale de l'Agglomération Messine (SCoTAM) en prenant en compte les nouvelles dispositions de la loi Accès au Logement et Urbanisme Renoué (A.L.U.R.). Les échéances de mise en compatibilité sont fixées au 1^{er} Janvier 2017 pour la loi ENE et au 20 Novembre 2017 pour le SCOTAM.



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 17

Nombre de pouvoirs : 4

Nombre de votants : 21

Convoqués le :
04/12/2015

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU HUIT DECEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Ces délais sont extrêmement courts et auraient pu être reportés à 2019 si une démarche PLUi (PLU intercommunal) avait été acceptée et lancée par le Conseil Communautaire de Metz Métropole.

Ceci n'étant pas le cas malgré cette perspective obligatoire et incontournable à horizon 2018-2019, les communes sont contraintes de lancer chacune individuellement la révision de leur propre PLU s'il ne répond pas aux obligations de compatibilité législative et réglementaire, ce qui est le cas de notre commune.

Il convient donc de lancer la mise en révision générale de notre PLU.

Le Conseil Municipal,

VU la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains ;

VU la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 Urbanisme et Habitat ;

VU la loi E.N.E. du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;

VU la loi A.L.U.R. n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.300-2 et L.123-1 et suivants ;

VU le SCOT de l'Agglomération Messine approuvé en date du 20 novembre 2014 par le Syndicat Mixte du SCoTAM ;

VU le PLU de Scy-Chazelles approuvé par délibération du conseil municipal le 17 Mai 2010 ;

Considérant que le PLU doit être mis en compatibilité avec la loi E.N.E. ainsi qu'avec le SCoTAM en prenant en compte les nouvelles dispositions de la loi A.L.U.R. ;

Considérant qu'il ressort de l'article L.123-13 du code de l'urbanisme, que le PLU fait l'objet d'une révision lorsque la commune envisage de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durable du PLU, ce qui va nécessiter sa mise en compatibilité avec la loi ENE notamment ;

Après avoir entendu l'exposé de Madame Bassot, Adjointe au Maire en charge de l'Urbanisme ;

DECIDE

De prescrire la révision du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Scy-Chazelles, conformément aux dispositions de l'article L.123-13 du code de l'urbanisme.

De définir comme suit les objectifs poursuivis dans ce cadre :

- inscrire la commune et ses développements dans une démarche d'urbanisme durable, prenant mieux en compte le souci de préservation des espaces agricoles et naturels, des paysages, de la biodiversité et des continuités écologiques.
- réviser les modalités du développement de la commune, en favorisant prioritairement le renouvellement urbain des sites en mutation de Scy-Chazelles ainsi que la construction sur les terrains libres déjà desservis par les voiries et réseaux existants ;
- intégrer dans le document d'urbanisme communal, les évolutions récentes de la législation de l'urbanisme et le mettre en compatibilité avec les dispositions du SCoT de l'Agglomération Messine.

De fixer comme suit les modalités de la concertation publique associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet de révision du PLU, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées :

- un registre à feuillets non mobiles destiné à recueillir les observations de toute personne intéressée sera tenu à la disposition du public en mairie, aux heures et jours habituels d'ouverture, pendant toute la durée de l'élaboration du projet ;
- un dossier sera tenu à la disposition du public en mairie contenant les pièces administratives du dossier ainsi que les documents techniques intermédiaires



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 17

Nombre de pouvoirs : 4

Nombre de votants : 21

Convoqués le :
04/12/2015

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU HUIT DECEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

utiles à la concertation, au fur et à mesure de leur production et jusqu'à l'arrêt du projet ;

- le bulletin d'information municipal ainsi que le site internet de la commune seront utilisés pour procéder à une information sur l'avancement de l'élaboration du PLU
- au moins une réunion publique de concertation sur le projet sera organisée en commune.
- Une exposition sera organisée sur le projet de PLU avant son arrêt par le conseil municipal.

De consulter, à leur demande, au cours de l'élaboration du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme, conformément à l'article L.123-8 du Code de l'urbanisme, les personnes publiques autres que l'Etat, et il en est de même des personnes visées à l'article R.123-16 du Code de l'Urbanisme et notamment :

- le président du Conseil Régional ;
- le président du Conseil Départemental ;
- le président de l'établissement public chargé du suivi du schéma de cohérence territoriale (SCoT) de l'Agglomération Messine ;
- le président de la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole, autorité organisatrice des transports en commun et compétente en matière de PLH ;
- les présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre des métiers et de la chambre d'agriculture ;
- les maires des communes limitrophes ;
- les présidents des associations agréées ;
- le président du Centre Régional de la Propriété Forestière ;
- le président de l'Agence de l'Eau ;
- le président de l'Institut National des Appellations d'Origine.

De solliciter une mission d'assistance technique extérieure pour l'élaboration de la révision du PLU de Scy-Chazelles ;

De solliciter l'État, conformément à l'article L.121-7 du Code de l'urbanisme, en vue d'obtenir une compensation financière pour couvrir les dépenses entraînées par l'établissement des documents d'urbanisme ;

De solliciter le Conseil Départemental une subvention afférente à son association à la révision du PLU ;

Conformément à l'article L.123-6 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au préfet ;
- au président du conseil régional ;
- au président du conseil départemental ;
- aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers et de la chambre d'agriculture ;
- au président de la communauté d'agglomération de Metz Métropole ;
- au président de l'établissement public chargé du suivi du schéma de cohérence territoriale (SCoT) de l'Agglomération Messine ;

Conformément à l'article R.130-20 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera **transmise pour information au Centre Régional de la Propriété Forestière.**

Conformément à l'article R.123-25 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un **affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.**

La délibération est adoptée à l'unanimité

Monsieur MAHIEU demande ce que va apporter ou changer cette révision, notamment en termes d'urbanisation de secteurs situés par exemple en zone naturelle.

Monsieur le Maire explique que la révision du PLU est l'occasion de toiletter le document d'urbanisme, et également de définir les secteurs et conditions d'urbanisation des prochaines années. Ce travail est fait en cohérence avec les prescriptions du SCOT et du PLH, qui fixent les limites et les règles d'urbanisation sur l'ensemble du territoire et pour chaque commune. Le PLU doit obligatoirement être compatible avec ces derniers.



PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU HUIT DECEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Convention à intervenir avec l'Agence d'Urbanisme d'Agglomérations de Moselle

Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 17

Nombre de pouvoirs : 4

Nombre de votants : 21

Convoqués le :
04/12/2015

Madame Catherine BASSOT, Adjointe en charge de l'Urbanisme rappelle aux membres du Conseil qu'il convient de lancer la mise en révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la Commune afin de le mettre en compatibilité avec différentes lois.

Pour ce faire, il est proposé aux membres du Conseil Municipal de solliciter une mission d'assistance technique de l'AGURAM.

VU le Code de l'Urbanisme, et particulièrement son article L121-3 ;

VU le projet de programme partenarial de l'AGURAM pour l'année 2016 ;

VU l'avis favorable de la Commission d'Urbanisme en date du 30 Novembre 2015 ;

Considérant que la Commune de Scy-Chazelles est membre de l'Agence d'Urbanisme d'Agglomérations de Moselle,

Considérant que la Commune de Scy-Chazelles poursuit des objectifs que ledit projet de programme partenarial 2016 de l'AGURAM annexé à la présente délibération lui permettra de concrétiser, et notamment :

- les réflexions sur l'aménagement du territoire : coopération métropolitaine, aménagement régional, SCoTAM : **AXE 1**,
- les études pour l'élaboration d'une stratégie d'agglomération dans ses diverses thématiques (habitat, déplacements, économie, environnement...) : **AXE 2**,
- la contribution à l'élaboration des projets de territoire et des documents d'urbanisme locaux : elle est menée en concertation avec notamment Metz Métropole, le SCoTAM et les communes voisines, tous membres de l'AGURAM, en l'inscrivant dans une définition des politiques d'aménagement et de développement à l'échelle de l'agglomération, croisant spécificités communales et cohérence d'agglomération. Il s'agit ainsi de faire du PLU l'un des outils de mise en œuvre de la stratégie urbaine partagée communes/agglomération. L'accompagnement de la commune par l'AGURAM dans cette transition aura notamment pour but de veiller particulièrement à la cohérence des cadres de développement, à l'observation territoriale et à l'harmonisation réglementaire : **AXES 3**,
- accès au système d'observation territoriale et à l'ensemble des tableaux de bord : **AXE 4**.

Considérant l'intérêt d'une contribution de la commune au programme partenarial de l'AGURAM à la hauteur des objectifs qu'elle poursuit,

APPROUVE la convention 2016 entre la Commune de Scy-Chazelles et l'AGURAM annexée à la présente délibération,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention,

ATTRIBUE dans ce cadre une contribution de 26 400 euros à l'AGURAM,

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est approuvée à l'unanimité.

Monsieur CHOLLOT demande si les subventions demandées serviront à payer l'AGURAM.

Monsieur le Maire répond qu'il n'est pas certain d'obtenir ces subventions, mais qu'en effet, versées pour le compte de la commune, elles viendraient en déduction de cette dépense.

Le point suivant, concernant la mise en place d'une Procédure Intégrée pour le Logement (PIL), est reporté à une date ultérieure. Il convient de passer au point n°7.



PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU HUIT DECEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Cartographique Vigifoncier Lorraine à intervenir avec la SAFER

Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 17

Nombre de pouvoirs : 4

Nombre de votants : 21

Convoqués le :
04/12/2015

Madame Catherine BASSOT, Adjointe en charge de l'Urbanisme rappelle que la commune, dans le cadre de sa politique foncière, souhaite bénéficier en temps réel d'informations sur le marché foncier rural, notamment sur son fonctionnement et sur les différents mouvements d'achats et de ventes afin de connaître ses potentialités et éventuellement maîtriser ces ventes en se portant acquéreur.

Pour se faire, Il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer la convention de Surveillance Foncière avec abonnement au site Internet cartographique Vigifoncier Lorraine à intervenir avec la SAFER afin de :

- connaître en temps réel, sur un périmètre donné, toutes les mutations à titre onéreux portées à la connaissance de la SAFER ;
- connaître le prix des terres, l'évolution des marchés fonciers sur son territoire ;
- anticiper et combattre certaines évolutions (mitage, dégradation des paysages...) ;

Les frais encourus pour accéder au module « Veille foncière » du site Vigifoncier sont pris en charge par la commune pour un montant forfaitaire annuel de 600 € T.T.C.

Ladite convention entrera en vigueur à compter de sa signature et se reconduira tacitement d'année en année jusqu'à sa résiliation par l'une ou l'autre des parties.

Sur proposition de Madame Catherine BASSOT, Adjointe au Maire en charge de l'Urbanisme,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer la Convention de Surveillance Foncière avec abonnement au site Internet cartographique Vigifoncier Lorraine à intervenir avec la SAFER ;

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur MAHIEU demande si les particuliers pourront consulter ce site.

Madame BASSOT répond que ce site ne sera pas ouvert et accessible au public. Néanmoins ce dernier pourra tout-à-fait venir en mairie pour obtenir des informations auprès des services municipaux.

Révision du Plan Local d'Urbanisme : Dotation Générale de Décentralisation

Monsieur le Maire indique que l'Etat, au travers de la Dotation Générale de Décentralisation (DGD) pourrait participer financièrement à la révision de notre Plan Local d'Urbanisme en attribuant une subvention à la Commune.

Il demande de l'autoriser à solliciter l'Etat, pour l'attribution et le versement de cette dernière.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter l'Etat, pour l'attribution et le versement d'une subvention à la Commune dans le cadre de la mise en révision du Plan Local d'Urbanisme de Scy-Chazelles.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à ce dossier.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 17

Nombre de pouvoirs : 4

Nombre de votants : 21

Convoqués le :
04/12/2015

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU HUIT DECEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Demande de subvention pour des opérations de travaux relatifs à la transition énergétique visant à renforcer l'autonomie énergétique des bâtiments publics au titre de la DETR 2016

Monsieur FRANZKE, Adjoint aux Travaux, explique aux membres du Conseil Municipal que dans le cadre des travaux de rénovation énergétique et thermique des vestiaires du football, il est possible de solliciter une aide financière de l'Etat.

En effet, ce local est relativement vétuste et la déperdition d'énergie est considérable ce qui se traduit par une facture annuelle en consommation électrique de l'ordre de 4000 euros.

Le montant estimatif des travaux est de 45 000 euros H.T.

Il est possible de solliciter auprès de l'Etat une subvention au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (D.E.T.R) dans le cadre des travaux de rénovation énergétique.

Considérant que la commune doit diversifier les sources de financement pour ses projets.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2334-32 à L.2334-39 et R.2334-19 à R.2334-35,

VU la Circulaire Ministérielle relative à la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux 2015 (DETR),

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE la demande de subvention au titre de la D.E.T.R 2016 auprès de l'Etat dans le cadre de ce projet.

AUTORISE le Maire à signer la demande de subvention et tous les documents y afférents.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Malgré le coût non négligeable des travaux, Monsieur le Maire souligne qu'il demeure plus avantageux économiquement de réaliser ces travaux plutôt que d'envisager la destruction et la reconstruction de ce bâtiment de 200 m², qui avoisineraient au moins les 200 000 €.

Madame LESURE demande si le coût des ballons d'eau chaude est compris dans le coût estimatif annoncé.

Monsieur FRANZKE répond qu'en effet, c'est bien le cas, en l'occurrence des ballons thermodynamiques.

Décision Modificative N°2 du budget 2015

Monsieur DESFORGES, Adjoint aux Finances, présente aux membres du Conseil Municipal une décision modificative qui a pour but de réajuster les crédits de certains chapitres en proposant une nouvelle répartition de ceux-ci tant dans la section de fonctionnement que dans la section investissement au regard de la fin de l'exercice budgétaire.

Ainsi, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la décision modificative figurant en annexe du présent document.

APPROUVE la décision modificative n°2 au Budget primitif 2015 telle qu'annexée à la présente délibération.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur MAHIEU note que les deux décisions modificatives actée en cours d'année, sans pour autant en augmenter le montant, ont sensiblement modifié le Budget Primitif 2015 réellement exécuté



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 17

Nombre de pouvoirs : 4

Nombre de votants : 21

Convoqués le :
04/12/2015

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU HUIT DECEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Monsieur DESFORGES rappelle que le but d'une DM est justement d'adapter le budget aux circonstances de l'exercice, permettant ainsi de rééquilibrer certaines lignes de dépenses, en plus comme en moins, par rapport aux prévisions initiales.

Acquisition de terrains parcelles 54 et 55 de la section 5 : constitution d'une réserve foncière

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil Municipal que la Commune envisage l'achat de deux terrains constituant une unité foncière de 17 ares 72 situés parcelles 54 et 55 de la section 5 à Monsieur et Madame PERSONNE pour un montant de 7 088 €, auxquels viendront s'ajouter les frais de notaire.

Ces terrains situés en bordure de la route de Lessy constitueraient une réserve foncière communale.

Le couple PERSONNE a donné son accord de vente au prix de 7 088 € dans un courrier du 3 décembre 2015.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.1111-1 ;

Considérant le courrier d'accord de vente de Monsieur et Madame PERSONNE reçu en date du 3 décembre 2015 ;

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à signer l'acte notarié correspondant à l'achat des parcelles 54 et 55 de la section 5 et tous documents s'y afférents, auprès de maître MALHER, notaire.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Acquisition de terrains - parcelles 53 de la section 5 : constitution d'une réserve foncière

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil Municipal que la Commune envisage l'achat d'un terrain d'une contenance de 15 ares situé parcelle 53 de la section 5 à Monsieur et Madame MOLOZAY pour un montant de 4 473 €, auxquels viendront s'ajouter les frais de notaire.

Le couple MOLOZAY a donné son accord de vente au prix de 4 473 € dans un courrier du 12 novembre 2015.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.1111-1 ;

Considérant le courrier d'accord de vente de Monsieur et Madame MOLOZAY reçu en date du 12 novembre 2015 ;

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à signer l'acte notarié correspondant à l'achat de la parcelle 53 de la section 5 et tous documents s'y afférents, auprès de maître MALHER, notaire.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Monsieur GALLETTA demande si des maisons se trouvent à proximité de ce terrain, et s'il comporte des servitudes.



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 17

Nombre de pouvoirs : 4

Nombre de votants : 21

Convoqués le :
04/12/2015

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU HUIT DECEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Monsieur le Maire répond que le terrain, qui se trouve dans le PAEN, est situé à environ 300 mètres de la dernière maison. Situé en zone naturelle, il ne comporte pas de servitudes particulières.

Acquisition de terrain – Section 9 parcelle 101

Monsieur le Maire propose de procéder à l'acquisition d'une partie de fond de parcelle cadastrée n°101 section 9 d'une contenance d'environ 390 m² appartenant à la SCI CHAZELLES.

Ce terrain constituant un futur accès piétonnier et aménagement paysager entre la rue de la Passerine et la rue en Prille sur l'emprise foncière du projet de reconversion du site ALDI.

Madame CHICHE, gérante de la SCI a donné son accord pour la cession du terrain à la commune à l'euro symbolique par courrier du 1^{er} décembre 2015.

Il est donc demandé au membre du Conseil Municipal de bien vouloir approuver l'acquisition, à l'euro symbolique, d'une partie de fond de parcelle cadastrée n°101 section 9 d'une contenance d'environ 390 m² appartenant à la SCI CHAZELLES et d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les actes correspondants et à effectuer toutes formalités nécessaires.

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment en son article L.2241-1,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE l'acquisition, à l'euro symbolique, d'une partie de fond de parcelle cadastrée n°101 section 9 d'une contenance d'environ 390 m² appartenant à la SCI CHAZELLES.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer les actes correspondants et tous documents s'y afférents, auprès de maître MALHER, notaire.

AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes formalités nécessaires afférentes à cette affaire.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Frais de mission et de déplacement des élus locaux

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que conformément à l'article 2123-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, les frais de missions peuvent faire l'objet d'un remboursement :

« Les membres du conseil municipal peuvent bénéficier du remboursement des frais de transport et de séjour qu'ils ont engagés pour se rendre à des réunions dans des instances ou organismes où ils représentent leur commune à des qualités, lorsque la réunion a lieu hors du territoire de celle-ci ».

Ainsi, les élus peuvent se voir rembourser les frais engagés pour des missions hors du territoire communal, sous réserve de l'établissement d'un ordre de mission préalable signé par Monsieur le Maire. L'ordre de mission de Monsieur le Maire sera signé par le premier adjoint.

Néanmoins, le taux de remboursement est forfaitaire en ce qui concerne les frais supplémentaires de repas. Le barème des taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement est fixé par l'organe délibérant dans la limite d'un taux maximal fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget. Les frais de déplacement sont aussi encadrés par les textes selon le mode de transport choisi.

Toutefois, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte des situations particulières, une délibération de l'organe délibérant peut fixer, pour une durée limitée, des règles dérogatoires aux arrêtés ministériels prévus par l'article 7 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat. Les règles dérogatoires ne pourront en aucun cas, conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.



Département
de la Moselle

Nombre des Membres
du Conseil Municipal
élus : 23

Nombre des Membres
en fonction : 23

Nombre des Membres
qui ont assisté à
la séance : 17

Nombre de pouvoirs : 4

Nombre de votants : 21

Convoqués le :
04/12/2015

PROCES VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU HUIT DECEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Ainsi il est proposé, pour la durée du mandat, de rembourser les élus aux dépenses réellement engagées (déplacement, hébergement et restauration) lors des déplacements nationaux tels que ceux pour se rendre à l'organisation de manifestations nationales comme l'Association des Maires de France, le congrès des Maires de France ou encore des villes internet et d'une manière générale tous les déplacements nationaux ayant pour but de représenter la commune auprès d'une institution ou d'une entreprise publique ou privée. Seront considérés comme des déplacements nationaux, toutes les réunions qui se tiendront hors des frontières administratives du département dans lequel se situe la commune.

Monsieur le Maire propose donc à l'assemblée délibérante de permettre le remboursement aux élus des frais de déplacement, d'hébergement et de repas liés à l'exercice de leurs fonctions.

VU les articles L 2123-18 et L 2123-18-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006,

VU l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant le taux des indemnités de missions

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE pour la durée du mandat de prendre en charge le remboursement des frais de déplacement applicables aux élus qui se rendent à des réunions ou organismes situés hors du territoire communal au cours desquels ils représentent la commune.

DECIDE que le remboursement des frais se fera selon les barèmes maximaux prévus par les arrêtés ministériels en vigueur (déplacement, repas et hébergement) lorsque le déplacement se fera au niveau local, c'est-à-dire au sein du territoire départemental dans lequel se situe la commune. Néanmoins, le remboursement des frais réellement engagés s'appliquera pour les déplacements nationaux durant le mandat.

DECIDE que les élus devront toujours prouver les dépenses par des justificatifs.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

=====

Fin de la séance : 20H00

LE MAIRE


Frédéric NAVROT



LE SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Laurence HERRMANN

AFFICHÉ LE : 15 DEC. 2015

TRANSMIS EN PREFECTURE LE : 15 DEC. 2015

